JANVIER 1977 - N° 742 Participation aux frais : 3 F

LA Grande Relève

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE PROPAGANDE POUR L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE
FONDÉ PAR **Jacques DUBOIN**

RÉDACTION et ADMINISTRATION : 88, boulevard Carnot, 78110 LE VESINET C.C.P. 13.402.39 Paris

Etrennes et bons vœux

par M.-L. DUBOIN

Notre bon camarade et ancien collaborateur Marcel Dieudonné, a su ménager aux lecteurs des étrennes qui seront appréciées : son retour parmi nous. Il se propose de remettre au service de « La Grande Relève » la vivacité de sa plume et les réflexions innovatrices de son esprit. Dans ce premier numéro de l'année, il dévoile son analyse originale mais pertinente d'un aspect méconnu du rôle de la délinquance dans notre intelligente société des prix-salaires-profits. Je tiens à remercier ce fidèle militant du soutien qu'il nous apporte, démentant ainsi ceux qui prétendaient qu'il avait définitivement abandonné notre cause.

Autre soutien de taille dont témoigne ce numéro : celui d'une personnalité mondialement renommée, tant pour sa valeur scientifique exceptionnelle que pour ses courageuses prises de position : ALFRED KASTLER, prix Nobel de Physique. Nos lecteurs trouveront, outre son point de vue exprimé dans une lettre, la très éloquente étude qu'il nous a communiquée. Il s'agit de l'évaluation de ce qui pourrait être fait contre la misère, grâce à l'économie de seulement 5 % du budget mondial des armements. Ceci constitue un remarquable argument objectif pour le système économique que nous préconisons.

Espérons qu'aussi bien commencée, cette année va voir augmenter notre audience. C'est là le premier vœu que nous formons tous.

Mais comme la sagesse populaire conseille : « Aide-toi, le ciel t'aidera », nous avons pensé prendre les devants en joignant, à chaque abonné, un second exemplaire à l'envoi de ce mois. Nous lui demandons de s'en servir pour aider le ciel à susciter un nouvel abonnement pour l'un de ses proches.

Meilleurs vœux, chers lecteurs, pour que 1977 soit une bonne année pour la diffusion de nos thèses.

AU SOMMAIRE DE CE NUMERO

- **L'utilité économique des fléaux sociaux,** par M. Dieudonné. p. 3
- **Encore les armements,** texte transmis par A. Kastler. p. 4
- **Publicité - Duplicité,** par A. Tardieu. p. 8
- **Sortir des chemins battus,** par J. Carlesse. p. 9
- **Plein emploi ! Pleins d'emplois !** par P. Buguet. p. 9
- **Experts monétaires et économie,** poésie par A. Chantraine. p. 13
- **A bas les impôts,** par J. Carlesse. p. 13

RUBRIQUES :

- **En relisant J. Duboin,** par J. Le Morvan. p. 2
- **Etranger ; Malthus avait tort,** par P. Simon. p. 7
- **Hommes et Femmes de demain,** par J. Poncin. p. 10
- **Initiatives.** p. 10
- **Rencontres.** p. 11
- **Courrier des lecteurs.** p. 12
- **Ouvrages de J. Duboin.** p. 14

et • **SOIT DIT EN PASSANT : Ça ira mieux demain,** par G. Lafont. p. 5
• **AU FIL DES JOURS,** par J.-P. Mon. p. 6

EN RELISANT J. DUBOIN

par Jacques LE MORVAN

De l'austérité à l'abondance

Imposer l'austérité tout en combattant l'abondance ;

freiner les investissements et l'expansion tout en se proclamant pour le progrès technique ;

réduire, de ce fait, la production nationale tout en se proposant d'en exporter 40 % au delà de nos frontières ;

envisager froidement la permanence de plus d'un million de chômeurs...

voilà la politique française d'aujourd'hui.

Jacques Duboin avait raison d'écrire que les économies de rareté ont atteint leur terme et qu'une économie distributive de l'abondance est, dès à présent, nécessaire.

C'est ce qu'il faut faire comprendre aux Français, et particulièrement aux responsables politiques et syndicaux de la Gauche dont les intérêts personnels sont les moins liés au régime du Profit.

ETRE PRIS AU SERIEUX

Exposer les mécanismes d'une économie distributive ne suffit pas. Il ne suffit pas de montrer que, par le Plan, la monnaie de consommation, le revenu social et la répartition sociale du travail, l'économie distributive équilibrera l'offre et la demande, ouvrira les portes de l'économie à l'abondance, supprimera inflation et chômage.

Les esprits réfléchis — qui sont les seuls qui acceptent de nous entendre — ne sauraient se satisfaire d'un schéma général qui laisse dans l'ombre ce que deviendront les activités de ces centaines de milliers d'entreprises qui sont les cellules actives de ce grand corps qu'est l'économie nationale.

— « Si vous voulez organiser, selon la raison et les exigences du bien public, l'économie française, il vous faudra discipliner les activités de l'ensemble des entreprises. Cela me paraît impossible », nous dit l'un de ces esprits réfléchis.

Il faut lui répondre : « Oui si leur statut juridique demeurait celui d'aujourd'hui. En économie distributive, toutes les entreprises travailleront d'ordre et pour compte de la nation qui prendra en charge leurs obligations financières actuelles. Et n'oubliez pas que cette « administration des choses » disposera de l'informatique qui permet de coordonner les activités si diverses soient-elles sans les noyer sous une bureaucratie. Enfin, si l'Etat distributif assume les principales responsabilités économiques, il est politiquement un Etat démocratique, décentralisé, coordonnant l'action de régions largement autonomes agissant sous le contrôle constant d'un peuple organisé de la base au sommet. »

C'est alors qu'il faut faire lire à notre interlocuteur dont la vision économique demeure encore incertaine, le très clair exposé que Jacques Duboin nous a laissé dans son livre « Rareté et Abondance » (page 413) :

« Le Plan... est conçu dans le but de produire et » de répartir en vue des besoins réels de toute la » population. Ses rédacteurs s'inspireront donc » des travaux des hommes de science qui étudient » les problèmes humains. Cependant, en dernière » analyse, la décision appartient au pouvoir poli- » tique qui doit être l'émanation de la nation tout » entière.

» Le Plan, rendu exécutoire, est réparti entre les » divers secteurs de l'économie. A son tour, cha- » que secteur fixe le programme des établisse- » ments qui lui sont subordonnés.

» A la différence de ce qui se passe dans le » socialisme de la rareté, l'Etat ne réalise pas de » profit sur les consommateurs ; les établisse- » ments ne sont donc pas assujettis à l'équilibre » comptable. Ne payant ni appointements, ni salai- » res, ni les fournitures qui leur sont nécessaires, » ils ne peuvent établir de prix de revient, ce qui » importe peu puisqu'ils n'ont pas de bénéfices à » réaliser. Ils tiennent donc la comptabilité des » matières employées et des temps de travail afin » de permettre le contrôle de la fabrication ; ils » règlent par des écritures et au moyen de bons- » matières, les opérations qu'ils traitent entre eux » pour l'exécution de leur programme de produc- » tion. Ce n'est qu'au stade de la distribution que » les biens de consommation sont appréciés en » monnaie, conformément aux décisions du Plan. »

LE PRIX EN ECONOMIE DISTRIBUTIVE

Il est probable que notre interlocuteur nous demandera, alors, sur quelles bases le Plan établira les prix de vente à la consommation.

Nous laisserons répondre Jacques Duboin :

« Le montant nominal de la monnaie créée et » distribuée, valable pour un an par exemple, sera » égal au total de la production fournie par le » service social dans le même laps de temps. Il y » aura lieu de tarifer les produits en tenant compte » d'abord du degré de leur nécessité, de leur abon- » dance ensuite. Le bon marché règnera ainsi pour » tout ce qui est indispensable à la vie, et le prix » des objets s'élèvera dans la mesure où leur » rareté relative obligera de restreindre la deman- » de. » (« Libération », page 241)

Attendez-vous alors à la réaction classique de la part d'hommes qui vivent depuis leur enfance sous le « régime des comptes » et du Profit.

— « Mais vous dira, sans doute, votre interlocuteur, homme réfléchi, on ne peut pas comptabiliser une valeur à partir seulement de la « nécessité » d'un produit et de sa quantité. La base de la valeur des choses, c'est le travail qui y est incorporé ».

Le disciple de Jacques Duboin répondra :

« Il en est en effet ainsi dans les économies » fondées sur l'échange. Mais, en économie distributive de l'abondance, le prix n'est plus une » « valeur » représentative du travail incorporé. » Nous sommes sortis du salariat. Le travail n'est » plus une marchandise que l'on vend mais un » service que l'on doit à la collectivité. Le prix d'un » produit n'est plus alors qu'une fraction du total » des prix de la production offerte.

» En économie distributive, il y a dissociation » entre le travail et le prix (ou le revenu), entre » le système économique et le système financier. »

Le disciple de Jacques Duboin doit alors suspendre son exposé. Il fera confiance à son interlocuteur, sachant bien que ce n'est que par la réflexion personnelle que l'on devient militant pour l'économie distributive.

L'UTILITÉ ÉCONOMIQUE DES FLÉAUX SOCIAUX

par Marcel DIEUDONNÉ

Si la société du gain ne s'est pas encore effondrée, c'est parce que les gens se sont toujours débrouillés tant bien que mal pour gagner ou se procurer de l'argent, provoquant ainsi l'immense activité inutile ou nuisible.

Ainsi, la délinquance, dont l'accélération de la croissance est « préoccupante » (synonyme d'alarmante) dans les pays hautement industrialisés, a une qualité économiquement positive : les trente-trois mille pensionnaires des prisons et ceux qui devraient y séjourner n'encombrent pas le marché du travail, ni les statistiques du chômage, puisqu'ils ont créé leurs propres « emplois ».

De plus, la croissance de la délinquance provoque, en réaction, une croissance parallèle de sa répression et la création de nouveaux emplois dans ce secteur professionnel.

Merci, messieurs les délinquants, au nom de la police ,de la magistrature, du barreau, du personnel pénitentiaire et du ministère de la Justice. Sans vous, que deviendraient-ils ?

Merci au nom du secteur du bâtiment : on construit des prisons.

Merci encore au nom du Président de la République et du gouvernement, dont le souci majeur est de créer de l'emploi, pour votre collaboration efficace. Les escrocs, proxénètes, cambrioleurs et autres tueurs au secours des économistes et des ministres, n'est-ce pas merveilleux ? Nous avons tous les jours sous les yeux ce spectacle sensationnel de l'œuvre de salut public du sauvetage de l'emploi par la pègre, mais nous ne le remarquons pas, nous ne l'apprécions pas, nous n'en tirons pas de conclusions, comme si nous étions des inconscients... c'est à douter de nous-mêmes.

Merci enfin, messieurs les délinquants, pour la société du gain à bout de souffle, que vous contribuez à maintenir en vie. Cette société ne peut plus se passer de vous, car vous procurez de l'emploi à trois ou quatre cent mille personnes, y compris vous-mêmes bien entendu.

Si la délinquance disparaissait comme sous l'effet d'un coup de baguette magique, il faudrait la recréer. Ce ne sont pas ceux qui en vivent qui me contrediront. Ces derniers savent d'ailleurs que leur avenir est assuré : avec le progrès technique qui tue l'emploi, la délinquance ne peut que croître et prospérer, à l'exemple de l'Amérique.

S'il n'y avait que la délinquance pour voler au secours de la société du gain, ce ne serait pas trop grave. Mais un million de personnes en France, dont quatre cent cinquante mille patrons cafetiers, tirent leurs ressources de l'alcool. Plus elles en vendent, plus leurs gains sont élevés, et plus l'alcoolisme, l'enfance handicapée et sa protection s'épanouissent. Cette protection : trente mille emplois.

Les handicapés, un million cinq cent mille consommateurs sans besoin d'emplois, hélas !, pour eux, mais quelle aubaine pour les forcenés de l'économie du gain !

Si la maladie, ce grand fléau humain et social, était vaincue par la science, il faudrait la ressusciter, car elle assure des centaines de milliers d'emplois thérapeutiques ou connexes.

Rappelons que l'humanité est condamnée à préparer son supplice par la « civilisation » du gain, sinon cent millions de militaires, d'arsenalistes et de fournisseurs d'équipements dans le monde seraient transformés en autant de chômeurs, puisque les services et la production utiles n'ont pas besoin d'eux. L'économie ne pourrait le supporter et sombrerait dans le chaos.

Nous pourrions citer une trentaine d'autres fléaux sociaux, tous créateurs d'emplois et, par conséquent, tous bienfaits économiques. Ce serait fastidieux. Et puis, tout cela sent le cadavre social en état de décomposition avancé, en dépit des

apparences qui peuvent encore illusionner les personnes non averties.

Pour survivre aux coups impitoyables que lui assène sans arrêt le progrès technique, la société du gain développe les fléaux sociaux. Les individus s'y emploient de toute leur énergie sous l'aiguillon de la nécessité de gagner de l'argent pour vivre. De plus en plus gravement, cette société accentue donc sans interruption son caractère de société de voyous et de policiers, de pourvoyeurs d'alcool et d'alcooliques, d'handicapés et de fous, de malades et de thérapeutes, de travailleurs de l'armement et de soldats, d'affairistes, de publicitaires et de créateurs de faux-besoins, de pollueurs et de pornos, d'empoisonneurs et d'empoisonnés, de spéculateurs, de bureaucrates, de bavards éloquents mais impuissants, de vandales de l'environnement, etc... Bref, huit personnes actives sur dix sont des bâtisseurs de l'inutile et du nuisible.

Il nous faut à tout prix sortir du piège dans lequel nous sommes tous enfermés par notre salaire, notre bénéfice ou nos honoraires, par l'obligation faite à tout le monde de se procurer de l'argent, en un mot par le gain. Nous sommes comme des crabes enfermés dans un panier par notre gain et qui se battent entre eux. La lutte économique, sociale et politique approche de son paroxysme.

Cependant, nous restons confiants.

La révolution matérielle est pratiquement terminée... La production et le travail automatiques règnent en souverains tout-puissants. L'emploi et le gain, expulsés de leur empire, se réfugient dans les sombres cavernes de l'inutile et du nuisible, répudiés par le cœur et la raison.

Pourtant cela n'empêche pas le chômage de grandir.

Il importe maintenant de compléter la révolution accomplie par le progrès du machinisme, en remplaçant le gain, frappé à mort, par un revenu social.

Matériellement, rien n'est plus facile. L'appareil est en place, nous le verrons, tant il est vrai que les institutions nécessaires à un ordre nouveau prennent naissance et se développent dans l'ancien. La difficulté réside dans le retard de la pensée sur l'évolution du monde. L'obstacle est d'ordre psychique. Il est loin d'être insurmontable.

C'est une question d'information.

Là est le problème. Il faut coûte que coûte lui donner une solution. Et alors, nos contemporains comprendront où est l'intérêt général et la satisfaction de leur égoïsme bien compris.

(Extraits d'un ouvrage en préparation).

ENCORE LES ARMEMENTS

Le professeur Alfred KASTLER, Prix Nobel de Physique, a bien voulu nous communiquer un extrait de « the Bulletin of the Atomic Scientists », Chicago, de novembre 1976, dans lequel il souligne pour nous un extrait d'une édition révisée en 1976 d'une étude intitulée « World Military and Social Expenditures » (Dépenses militaires et sociales du monde), par Ruth Leger Sivard, qui fut Economiste en chef de l'« U.S. Arms Control and Disarmament Agency » (Agence U.S. pour le Contrôle des Armes et le Désarmement). En voici la traduction :

Ce que 5 % du budget des armements permettrait d'acheter :

Si les dépenses militaires du monde pouvaient être réduites de 5 %, l'économie annuelle serait de ...15 milliards de dollars.

Que pourrait-on faire avec 15 milliards de dollars pour réduire le vaste déficit social du monde ? Voici quelques possibilités sous la forme de programmes coopératifs internationaux pacifiques, et l'estimation de leurs coûts actuels. Chacun d'eux constitue un apport significatif aux programmes existants. Ensemble, ils représenteraient le point de départ d'un formidable fonds pour la paix.

— pour 200 millions d'enfants mal nourris, une nourriture de protéines supplémentaires pour assurer le complet développement de leur cerveau :

...4 milliards de dollars

— Pour les pays pauvres au bord de la famine, un développement de l'investissement agricole pour augmenter la production de nourriture :

...3 milliards de dollars

— La création d'écoles primaires, offrant 100 millions de places nouvelles pour les enfants qui ne peuvent, à l'heure actuelle, être scolarisés :

...3 milliards de dollars

— Une aide d'urgence et une force internationale permanente de secours pour l'assistance des pays touchés par une catastrophe :

...2 milliards de dollars

— un programme mondial de prévention contre la carie dentaire par fluorisation :

...1,5 milliards de dollars

— Une éducation de base pour les 25 millions d'adultes encore illettrés :

...1 milliard de dollars

— Une campagne mondiale pour enrayer la malaria :

...450 millions de dollars

— Un supplément de fer pour protéger contre l'anémie 300 millions d'enfants et de femmes en âge de porter des enfants :

...45 millions de dollars

— Un supplément de vitamines pour protéger 100 millions d'enfants de 1 à 5 ans contre la cécité causée par une déficience en vitamine A :

...5 millions de dollars

OPINION PUBLIQUE ET DESARMEMENT

(Rectificatif au N° 741)

Dans l'adresse donnée pour l'I S M E A, au sujet du questionnaire « Opinion Publique et Désarmement », une faute d'impression nous a fait donner un mauvais numéro de téléphone :

Il fallait lire 508-91-87 et non pas 508-91-37.

Soit dit en passant

« ÇA IRA MIEUX DEMAIN ! »

par Gabriel LAFONT

C'est notre Président qui le dit, ou plutôt qui le chante, maintenant. Parce qu'il sait chanter aussi. Et puis les discours cela ne prend plus tellement. Fallait trouver autre chose.

Il a trouvé. Vous avez pu l'entendre y aller de sa chansonnette, sans accordéon, mais en duo avec Annie Cordy devant les petits enfants sages invités à l'arbre de Noël de l'Elysée. C'était hier. Et nous sommes déjà demain. Comme le temps passe ! Et, vous l'avez peut-être remarqué, ça ne va pas beaucoup mieux. Si je n'avais pas peur de le décourager, notre Président — il faut si peu de chose pour le déprimer — je dirais même que ça va plutôt mal. Pourtant, il avait l'air d'y croire. Eh bien c'est raté.

Moi, ce qui me nâvre c'est que chez nous, en France, on a tout, à part le pétrole, pour être heureux. On a même des idées. Et aussi, et surtout, des hommes de gouvernement à la hauteur, que le monde nous envie. Même qu'il paierait cher pour les avoir. Des fortiches, des économistes plus ou moins distingués qui sortent tous de Sciences Po, ou de l'E.N.A., sans parler de tous les sauveurs qui se bousculent au portillon pour prendre la relève le cas échéant.

Et ça va mal quand même.

Cela dit, et il fallait le dire, il n'y a pas de raison de s'affoler. On en a vu d'autres. Et notre vieil ami Antoine Pinay est toujours en pleine force, à ce qu'on dit. Et fin prêt. Donc pas de panique, mais regardons les choses en face.

Ce n'est pas la première fois que la France est en péril. Déjà sous la Troisième République — ce qui ne nous rajeunit pas — un député lançait un jour du haut de la tribune de l'Assemblée Nationale, dans une métaphore hardie, ce cri d'alarme : « Le char de l'Etat navigue sur un volcan ! ».

A l'époque cela faisait rigoler. L'éloquence fout le camp. Comme le reste. Aujourd'hui tout ce que la situation fait dire — j'emprunte l'image à un élu de la majorité qui n'avait pas encore entendu chanter Giscard - : « Le char de l'Etat pédale dans la choucroute ». Ce qui n'est guère plus rassurant.

Alors, il y a bien quelque chose qui cloche dans le système. Un mal sournois, un virus filtrant, un microbe pathogène — que sais-je ? — ronge notre société, qui, d'accès de fièvre en dépressions, n'en finit pas de rendre l'âme.

Ce mal devant lequel tous nos économistes patentés perdent sinon leur latin, du moins les pédales, se manifeste par deux symptômes alternés : chômage, inflation. Mais ce qui déconcerte ces graves personnages penchés sur le moribond, c'est qu'ils ne peuvent améliorer l'un de ces états sans aggraver l'autre. Si, grâce au traitement emprunté à M. Purgon, l'inflation diminue, c'est le chômage qui augmente. Et réciproquement. On ne sort pas de là.

Eh bien, on en est sorti. M. Raymond Barre, lui, a réussi ce joli tour de force avec son plan : le chômage et l'inflation croissent en même temps.

Que faire ?

J'ai bien ma petite idée, mais n'étant pas plus économiste que distingué, j'ose à peine l'exprimer. Et puis, après le meilleur économiste français, de quoi j'aurais l'air ? Eh bien, toutes les thérapeutiques classiques ayant échoué les unes après les autres, j'ose.

On sait que l'un des bons moyens de sortir de la crise c'est d'exporter. Exporter ou mourir, quelqu'un, avant Giscard avait déjà chanté cet air-là. Mais pour exporter il faut avoir des prix compétitifs, comme on dit. Avec des prix compétitifs l'étranger achète, les devises rentrent, le franc remonte, on est sauvés.

Nous avons un million de chômeurs, bientôt deux millions, si on laisse faire. Peut-être plus. Des gens qui ne sont pas contents et qui grognent à tout propos. Qui ne demandent qu'à travailler, se morfondent dans l'inaction et qui paieraient cher pour trouver du boulot. Jouer à la pétanque ou regarder Guy Lux à la Télé toute la journée, c'est long. Et déprimant. Je ne propose pas de les faire payer pour travailler, ce serait un peu exagéré, mais de les faire travailler à l'œil. Ils seraient déjà bien contents d'avoir du boulot, pourquoi les payer en plus ? Vous voyez l'astuce ?

C'est du coup que nos prix deviendraient compétitifs. Mieux que les Japonais. Et que le monde entier s'arracherait nos marchandises, même notre veau aux hormones. Et que la France serait sauvée une fois de plus.

Vous allez me dire — mais dites-le, allez, ne vous gênez pas — que mon truc est complètement idiot. Je suis bien le premier à en convenir. Mais si vous trouvez que le plan Barre d'austérité c'est plus malin...

Alors, puisqu'il est démontré par les faits que l'on ne peut sortir de la crise — même qu'on s'y enfonce — dans le système capitaliste, il faut substituer à l'économie du profit l'économie des besoins, ou Economie Distributive.

C'est de l'utopie ? On n'a jamais essayé.

Ce serait peut-être le moment.

Dans la revue « DAEDALUS », Harry G. JOHNSON, professeur à l'Université de Chicago et à la London School of Economics, écrit qu'en France et en Italie on confond la recherche économique avec la facilité littéraire et l'aptitude à pratiquer une rhétorique grandiloquente : « La France, par exemple, vit sur des rêves de grandeur et les récompenses y vont aux prétendus économistes qui savent s'emparer d'idées puisées dans la production anglo-saxonne et les traduire en concepts français... Les économistes français les plus estimés sont les plus malhonnêtes (the most fraudulent economic scientists). La Recherche économique des pays latins est ruinée par le dilettantisme, les effets de plume, et ne survit que par la pratique éhontée de la contrebande intellectuelle... ».

Que penser alors lorsque le Président de la République nous dit que M. Raymond Barre est le meilleur économiste français ?

Depuis la guerre du Kippour et l'augmentation du prix du pétrole, il est de bon ton de déclarer que l'abondance n'est pas possible pour tout le monde, que la famine menace, etc... Or, lors d'une récente conférence de nutritionnistes qui s'est tenue début décembre à Philadelphie, le Dr TIMMER (Université de Cornell) a déclaré : « A l'heure actuelle le monde produit de quoi fournir à chaque individu 65 grammes de protéines et 3 000 calories par jour. Malgré cela, un demi milliard d'êtres humains meurent de faim ou sont sous-alimentés ». Ce qui montre bien, selon le Dr Timmer, que ce sont les insuffisances de la distribution plutôt que celles de la production qui sont à l'origine du mal.

C'est ce que nous disons depuis fort longtemps.

Une proposition à retenir, celle du professeur ANGELOPOULOS, gouverneur de la Banque Nationale de Grèce qui, dans son livre « Pour une nouvelle politique du développement international », suggère que les pays industrialisés mobilisent les capitaux non investis et utilisent une partie des énormes crédits militaires mondiaux (300 milliards de dollars) pour élever leurs productions afin de satisfaire les innombrables besoins des pays du Tiers-Monde.

Nous ne pouvons qu'applaudir à l'énoncé de ce programme dont l'application signifierait l'abandon de la notion de Profit.

Un moyen original pour créer des emplois : construire des autoroutes à péage !

C'est en substance l'argumentation que développe M. PONTON, Ingénieur Général des Ponts et Chaussées et Directeur Général de la Société concessionnaire de l'Autoroute Esterel-Côte d'Azur (tiens, il cumule deux emplois ce monsieur !) pour défendre la perception d'un péage sur l'autoroute de contournement de Nice qui amènera la création d'une quarantaine d'emplois de receveurs. Voilà bien un exemple d'application fidèle des consignes du gouvernement: il faut créer des emplois... à tout prix.

La C.F.D.T. sur la bonne voie ? **Oui**, car si l'on en croit M. J. CHEREQUES, secrétaire général de la Fédération des Métaux de la C.F.D.T., le premier objectif à atteindre en 1977 est la réduction massive de la durée du travail pour accroître l'emploi. M. Chérèques a notamment déclaré : « Nous voulons briser l'idée que la diminution de la durée du travail est anti-économique et malthusienne ».

(Décembre 1976).

UN EXEMPLE A SUIVRE :

Le Conseil Général du Val-d'Oise informe, par voie d'affiche, que les personnes âgées de 65 ans et plus peuvent désormais voyager **gratuitement** sur le réseau d'autocar du département et, en outre, bénéficier d'une réduction de 50 % dans le réseau S.N.C.F. de la banlieue parisienne ainsi que dans le métro parisien.

Si l'on en croit F.H. de Virieu, les économistes du Parti Socialistes viennent de retarder la date du colloque qu'ils préparaient sur la politique industrielle qu'il conviendra de mener en France, secteur par secteur, lorsque la gauche sera au pouvoir, parce que leurs premiers travaux font apparaître que toute remise en ordre de l'industrie, toute adaptation de celle-ci aux exigences de l'intérêt général et aux critères d'une modernisation « raisonnable » débouchent sur des suppressions d'emplois et donc une aggravation dramatique du chômage.

Nous sommes heureux de voir que nos camarades du P.S. découvrent enfin que le progrès technologique supprime des emplois. Il ne nous reste plus qu'à les convaincre que ça n'a rien de dramatique... à condition qu'ils veuillent effectivement changer de type de société. Nous avons beaucoup de suggestions à leur faire pour cela... et nous ne leur en voudrons pas d'avoir pris nos idées.

Malgré les succès croissants de l'industrie allemande, le taux du chômage en Allemagne Fédérale, est passé en novembre dernier de 4,3 à 4,8 % de la population active.

J.-P. MON

ETRANGER

par Pierre SIMON

Malthus avait tort (1)

Le Docteur Malthus vient de recevoir un nouveau démenti du Conseil International du Blé. En effet, la production mondiale de cette céréale pour la campagne 1976-1977 va dépasser les 400 millions de tonnes, soit **une augmentation de 10 % par rapport au record de 1973.** Ce progrès considérable est dû à un accroissement des rendements et des surfaces cultivées ainsi qu'à l'introduction de nouvelles variétés de blé dans les zones tropicales. Partout dans le monde, à l'exception de l'Europe, des Etats-Unis et de l'Australie, la récolte de cette année a été très bonne et il est prévu que la prochaine le sera également.

Entre 1949 et 1976, la production mondiale de blé est passée de 160 millions à 410 millions de tonnes. Dans le même temps, la population mondiale a crû de 2,4 milliards à 4 milliards d'humains. **La production de blé augmente donc plus rapidement que la population.** Comme les autres céréales et la viande suivent une évolution parallèle, le spectre de la famine paraît donc écarté.

Bien sûr, devant cette abondance, les prix mondiaux ont baissé cette année. Aux Etats-Unis, la baisse atteint près de 25 % et le blé s'y vend un peu moins cher que le maïs. C'est donc un désastre pour les producteurs dont les profits diminuent et qui demandent l'aide du gouvernement fédéral. Déjà, pour soutenir les cours, les gouvernements des Etats-Unis, de l'Australie et du Canada avaient diminué les surfaces cultivées en blé et contingenté la production dès 1969, engendrant ainsi la rareté selon la recette traditionnelle.

Les excédents de céréales pourraient pourtant servir à nourrir les animaux dont la chair serait sans doute plus savoureuse. Mais les cours fixés en Europe par la Politique Agricole Commune pour sauvegarder les revenus des agriculteurs sont si hauts qu'ils découragent les éleveurs, et la part des céréales dans la ration alimentaire du bétail ne cesse de décroître.

Toutes ces données montrent bien l'embarras dans lequel l'abondance place l'économie de marché. Seule l'Economie Distributive nous permettra de sortir de ces contradictions en supprimant la nécessité de soutenir des cours en organisant la rareté.

(1) Titre et données empruntés au « Financial Times » de décembre 1976.

UNE ÉVIDENCE AVEUGLANTE

par J.-P. MON

1976 s'est achevée dans la morosité générale : la majorité se déchire et cherche une fois de plus un sauveur pour la France ; à juste titre les salariés n'acceptent pas le gel de leur pouvoir d'achat ; les patrons ne croient plus à la reprise et regardent mélancoliquement baisser leurs carnets de commandes ; les licenciements se multiplient et le gouvernement en admet maintenant la nécessité... Quant à nos distingués économistes, ils ne trouvent pas d'explications satisfaisantes, ni, a fortiori, de remède à la « crise » que nous traversons. Ils sont en plein désarroi, témoin P. Drouin, qui dans un récent article du « Monde », s'interroge sur les causes du chômage : « Parmi les curiosités, écrit-il, d'une crise polymorphe, il y a celle, bien connue maintenant, de l'incapacité des économies qui croissent, même à bonne allure, de fournir suffisamment d'emplois à ceux qui en demandent ». Montrant que ni les adeptes de M. Rueff, ni les « Keynesiens » ne peuvent donner d'explication très satisfaisante à cette évolution, P. Drouin en vient même à se demander si c'est le niveau des investissements qui commande l'emploi.

Pour nous qui connaissons les thèses de Jacques Duboin, les choses sont claires depuis fort longtemps et nous pouvons même affirmer que plus l'investissement croît et plus l'emploi diminue.

Pourquoi investit-on, en effet ?

Pour moderniser une usine ou pour créer de nouvelles entreprises.

Or, moderniser une usine, ça veut dire acquérir des machines de plus en plus automatisées, qui, pour un moindre coût, produisent plus, avec moins de main-d'œuvre.

Investir pour créer de nouvelles usines ? Pour produire plus ?.. Pourquoi, puisqu'on s'efforce par tous les moyens de freiner la consommation et que les usines existantes ne tournent qu'à 70 % de leur capacité normale de production ?

Malgré cette évidence aveuglante, on constate que sous prétexte de lutter contre l'inflation, l'objectif de tous les plans des pays industrialisés est de favoriser les entreprises au détriment des consommateurs. C'est ainsi que le plan Barre a pour but principal de comprimer la demande intérieure en instaurant des impôts supplémentaires (sur le revenu, l'essence, les bénéfices, la vignette, l'alcool, etc.) en essayant de bloquer le pouvoir d'achat en 1977, en freinant les dépenses publiques d'équipement, en resserrant le crédit, etc...

On demande donc aux industriels d'investir pour produire plus et aux consommateurs de consommer moins. Même le meilleur économiste français devrait comprendre que c'est contradictoire !

Mais où avais-je la tête ?

J'oubliais la panacée universelle : l'exportation. Il faut produire plus, pour exporter davantage. Oui, mais c'est justement ce que veulent faire tous les pays industrialisés. Et cela ne va pas sans problèmes : la C.E.E. demande au Japon de réduire ses exportations d'acier, les producteurs de chaussures des U.S.A. demandent l'arrêt des importations, qui « coûtent » 26 000 emplois aux ouvriers américains, etc... Restent, bien sûr, les pays du Tiers-Monde dont les besoins sont immenses mais dont l'endettement global (150 milliards de dollars) est tel qu'ils demandent un moratoire voire même des annulations de dettes. Exporter vers ces pays n'est donc ni sûr ni rentable.

Continuer à investir dans de telles conditions demande un sérieux optimisme.

Les chefs d'entreprises n'étant pas des philantropes, il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, même pendant la récente et éphémère « reprise économique », l'investissement soit resté à un niveau assez bas, car en économie Capitaliste continuer à investir c'est tuer le profit.

Par contre en économie Distributive, investir c'est libérer de plus en plus l'Homme du Travail.

1977 va voir s'exacerber les contradictions du capitalisme et, par la force des choses, un plus grand nombre de gens seront amenés à s'interroger sur la validité des doctrines économiques classiques. Il nous appartient donc à tous de faire un gros effort de propagande pour faire connaître et admettre les thèses de J. Duboin qui peuvent, seules, nous éviter le pire.

PUBLICITE, DUPLICITE

par A. TARDIEU

« Dans notre société de consommation, le
» nombre des vols augmente parallèlement
» au nombre de choses à voler. »

Je relève cette phrase dans « HEBDO de Grenobre » du 13 novembre 1976, en un article sur la criminalité.

J'accuse la publicité d'inciter à commettre le vol de ces choses !

La publicité, envahissante, agressive, force le public à vouloir posséder, coûte que coûte, des objets souvent inutiles. On les achète sans discernement suffisant, sous la pression morale de tantations savamment provoquées qui prennent admirablement des formes multiples et variées.

Est particulièrement odieuse la publicité qui s'adresse aux jeunes et pis encore celle qui viole la naïveté enfantine. Les chourineurs modernes des mass-média exploitent à fond le candide sourire de l'enfant qui sollicite de sa maman l'acquisition de l'objet de ses rêves conditionnés. Les parents se privent de l'essentiel pour satisfaire la soif d'inutile qui tourmente les gosses. Avec son implacable logique, le jeune se dit : « Pourquoi n'ai-je pas ce que tout le monde doit posséder ? La publicité l'affirme. »

Un provocateur au-dessus de tous soupçons.

Cette publicité omniprésente est plus malhonnête que le vol qu'elle engendre car ce vol est punissable, alors qu'elle jouit de l'impunité. On détrousse plus facilement au coin des lois, qu'au coin des bois, disait-on jadis.

Les parents ont à peine les ressources pour faire face à leurs dépenses élémentaires. Malgré cela, le Moloch moderniste, monstre malfaisant, exige les sacrifices de son culte et extorque, au nom de l'amour de l'enfant.

Mais si des parents ont la rare volonté de dire : Non ?

Quelle autre solution choisiront les jeunes ? Ils affronteront les sarcasmes de leurs camarades : « Tes vieux ? Des demeurés, des épaves, des pauv' mecs, etc. ». Ces adolescents se replieront sur eux-mêmes, passifs, frustrés. Ou bien, actifs, ils voleront cette marchandise, dont il y a tant, disait Jacques Duboin, qu'on l'étale sur les trottoirs. Comment ce qui est si abondant peut-il avoir une valeur ? Si l'on subtilise une goutte d'eau dans cet océan d'objets à vendre, le niveau de cette mer ne baissera pas. Mais la Société vigilante condamnera celui qui a osé ne pas payer.

Il y a dans tout publicitaire un provocateur au vol, soit conscient soit inconscient, en tous cas un réel facteur de délinquance juvénile.

Le voleur de bicyclette.

Il y a peut-être un autre aspect du désarroi de la jeunesse dans notre société de profit. Une anecdote : Un jeune garçon économise pendant 2 ans en déposant régulièrement à la Caisse d'Epargne. Son ambition est d'acquérir l'outil de travail de Poulidor. Lorsque la somme prévue est atteinte, ses parents lui retirent intérêt et principal qu'il donne illico au marchand de cycles. Il revient à pied chez lui, portant un cadre sur l'épaule. Les roues manquent, car pendant que le garçonnet économisait, l'érosion monétaire majorait les prix de 25 %.

Que peut penser un enfant du sérieux d'une Institution qui, en 24 mois de privation et d'espérance, ampute deux roues à une bicyclette ? Du vol !

Les diaboliques.

Ce ne sont pas seulement les gens de gouvernement qui font cette société dite de consommation pour les uns, et surtout de consomption pour les autres, mais tous ceux qui, par leur pouvoir, leur situation, leurs moyens financiers, disposent des rouages essentiels. Devant si peu de morale de la part de ces êtres humains respectables, puisque riches, les jeunes, ni plus ni moins courageux ou chevaleresques que ceux des générations précédentes, comprennent l'inanité d'attaquer ces grosses entreprises bien défendues par des polices privées ou d'Etat, la Justice et ses hommes dits de loi. Ils se sentent rejetés.

Si notre société veut des jeunes meilleurs, qu'elle commence par s'amender, par ne plus tromper les enfants et les adolescents à l'aide d'une publicité exploiteuse. La publicité est déjà superflue pour le consommateur adulte, car elle ne le renseigne pas, comme on le prétend, mais, toujours, l'abuse. La publicité est, de nature, invariablement et inévitablement trompeuse, enjoleuse, menteuse, dans ses termes comme dans ses résultats.

Mettons la publicité au banc d'accusation.

SORTIR DES CHEMINS BATTUS

par Jean CARLESSE

La première fois que Jacques Duboin prononça, dans un Congrès, le mot « Socialisme », il fut accueilli par un « Ah » enthousiaste.

Presque en s'excusant il répondit : « C'est que je viens de loin ».

Il venait peut-être de loin, puisque Républicain de gauche avec Caillaux, lorsqu'il devint ministre. Mais il était depuis longtemps socialiste, dans le sens où il l'entendait, et, la longue marche qui l'a conduit à l'affirmer, c'est à ses interlocuteurs qu'il voulut la faire accomplir.

Déjà comme député il avait eu beaucoup de mal à se faire entendre par les dirigeants de son propre parti. « — Est-ce qu'on t'a demandé cela dans ta circonscription » lui rétorquait-on chaque fois qu'il voulait engager le fer. — Non évidemment puisque sa circonscription, comme toutes les autres, n'était peuplée que d'électeurs au « crâne bourré » de vieilles romances.

Devenu promoteur d'une nouvelle philosophie sociale et fort d'une expérience politique enrichissante, il comprit vite qu'il fallait savoir doser ses effets pour parvenir à débourrer efficacement les crânes de ses contemporains.

Il fallait en 1932, alors que tous les esprits étaient traumatisés par le chômage, prôner le « Droit au Travail » pour avoir une certaine audience.

Les idées faisant leur chemin, influencées par les vieilles écoles à la peau dure, force était plus tard de se laisser accoler l'étiquette socialiste. Tout le monde en était, même Hitler avec son national-socialisme.

Cependant dès 1944 Duboin peut préciser que son socialisme est celui de l'abondance et non celui de la rareté.

PLEIN EMPLOI ! PLEIN D'EMPLOIS !

par P. BUGUET

Tel est l'invariable slogan des Grandes Centrales Syndicales.

Restons braqués sur l'emploi peau de chagrin, c'est sage, c'est simplissimus, donc c'est sain. Ne cherchons pas d'autre issue, il faudrait réfléchir, analyser, ça fatiguerait la tête. Et, si nous trouvions autre chose, quel branle-bas ! Ne nous laissons pas entraîner sur la pente savonneuse de la révolution technique, faisons l'autruche. Nos lois économico-sociales ont été pensées à l'apparition de la lampe à pétrole une fois pour toutes.

Nos ancêtres ont travaillé, nos grands-pères ont travaillé, nos pères ont travaillé, nous, nous voulons du travail...

La compétence syndicale ne peut être en défaut : PLEIN EMPLOI recommande-t-elle, plein d'emplois répétons-nous.

Nous vivons du travail, nos fils vivront du travail, leurs enfants vivront du travail. Oui, le travail à perpétuité c'est l'idéal, c'est la libération, sussurent les augures syndicaux, s'inspirant révolutionnairement des prophètes de l'âge de la houe qui allaient clamant, aux hommes en lutte contre l'ingrate nature : « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front » !

— Que manges-tu travailleur ? Du travail, ou du pain, du lait, des fruits, de la viande ?

— De quoi t'habilles-tu ? De travail ou de vêtements, de laine, de tergal ?

— Où loges-tu ? Tu te tiens devant ta machine jour et nuit, ou tu habites dans une maison créée pour toi et les tiens ?

Les nouvelles techniques de production t'offrent tout cela, en refusant toujours un peu plus ton concours.

Tes efforts passés, tes efforts de chaque jour ont tous tendu à créer, perfectionner ces techniques qui te relèvent de ta tâche et t'apportent les

biens que tu convoites. A présent que tes efforts portent leur fruit, que s'offrent à toi loisirs et bien-être, tu doutes, tant ton attente fut longue, tu chancelles, tant ton espoir fut fervent.

Nous arrivons, nous entrons dans une nouvelle ère. Désormais nous aurons toujours moins de travail et toujours plus de biens à notre disposition. C'est notre conquête à tous, le couronnement de nos efforts.

N'écoutons pas les augures — prophètes noyés dans l'exégèse politico-idéologique qui nous aveuglent, nous neutralisent par l'énormité de revendications d'un autre âge, de l'âge pré-industriel.

Prenons fermement pied sur terre. Nous n'allons pas accepter cette condamnation aux travaux forcés inutiles à perpétuité, sous le prétexte que cet artifice comptable, imaginé par le capitalisme pour sauvegarder sa raison d'être : LE PROFIT, est la solution paresseuse ? Ce serait une démission et une stupidité. Démission après la longue lutte pour notre libération matérielle et sociale, des générations qui nous ont précédés ; stupidité, car le palliatif comptable des revenus dégagés par une production nuisible est dangereux, et précaire par la dévaluation constante de la monnaie qu'il entraîne, par son incapacité à assurer durablement du travail : 1 MILLION 500 MILLE CHOMEURS avoués malgré une production « exemplaire » d'armements.

Les Commissions d'Etudes, les Conseils Economiques des Grandes Centrales ne se sont jamais appliqués à dégager l'impact irréversible qu'a le progrès des techniques de production sur l'emploi de la main d'œuvre. C'est trop simpliste.

L'assaut du machinisme, de l'automatisme, aujourd'hui de l'ordinateur libérant l'homme du travail, lui apportant produits et biens pratiquement sans son intervention, est « tabou » pour ces institutions.

Nos démarches auprès de toutes les Fédérations syndicales — dans les années 50 — sur l'incidence primordiale de l'élimination du travail humain par la mécanisation et l'automation naissante, restèrent lettre morte.

Depuis, 25 années de progrès accélérés se sont écoulées, et le slogan reste : « PLEIN EMPLOI ».

Cependant, malgré cette application au silence, l'évolution technique se poursuit, le chômage s'accroît irrémédiablement. « Il est à la mesure du progrès technique » écrivait Jacques Duboin dès les années 30.

L'accès aux biens et aux services, pour des millions d'individus (chômeurs et leurs familles), est désormais dépendant de secours sociaux. Doit-on sous le prétexte de « PLEIN EMPLOI », s'axer sur des productions inutiles ou nuisibles telles que des milliers de milliards d'armements qui risquent, un jour, d'être utilisés à notre propre anéantissement. Ou bien doit-on revendiquer : LE SALAIRE GARANTI pour tous, prélude au REVENU SOCIAL que nécessite la production technicienne avancée ?

HOMMES ET FEMMES DE NOTRE TEMPS, OU VOUS CONDUIT-ON ?

par J. PONCIN

Le climat d'insécurité sous toutes ses formes, des moins graves aux plus abjectes, nous submerge.

Ne pensez-vous pas qu'il y a quelque chose de troublant à constater que cette épidémie de perversion et d'agression atteint l'ensemble des Etats de la Planète ?

On s'aperçoit, par une analyse logique des réalités, que tous les régimes qui sévissent dans le monde, **sans exception**, imposent à leurs administrés d'assurer leurs moyens d'existence par l'« accumulation monétaire », acquise par leur participation au travail de production des biens mis à leur disposition.

Cette condition est l'unique moyen de survie. De ce fait elle est pour l'individu, et aussi pour les collectivités, le souci primordial, inspirant le déchaînement des passions, de la concurrence impitoyable, des pires excès.

On en arrive au bout de la chaîne au déchaînement de cette calamité endémique qu'est la guerre.

INITIATIVES

Notre camarade Gaston Puel, que nos lecteurs connaissent bien, en particulier par son livre « Maldonne », vient de réussir une percée au sein du Rassemblement des Usagers et Contribuables (R.U.C.) présidé par l'ancien Ingénieur Général des P.T.T. Henri Jannès.

Cette initiative, qui a toute chance d'ouvrir les yeux de beaucoup de monde, est extrêmement intéressante et mérite d'être encouragée par un maximum de camarades.

Voici l'appel du R.U.C. relatif à cette création d'une commission « Front Social » :

Le 27 novembre dernier, l'Assemblée générale du R.U.C. a décidé, à l'unanimité, de créer dans son sein sous l'appellation « Front Social », un centre économico-social d'études et de liaison. Il est apparu que les problèmes financiers et fiscaux ne pouvaient plus s'isoler des structures dans lesquelles ils s'insèrent.

S'exprimant tantôt au nom des consommateurs, tantôt au nom des producteurs ruraux ou urbains (indépendants et salariés) les divers intervenants ont observé à cet égard que notre époque, si riche en escroqueries, l'était parallèlement en non-sens économiques. N'est-ce pas un fait sans précédent de voir la mévente coexister avec l'inflation, et la misère des uns **malgré** l'abondance, s'accompagner de la misère des autres **à cause** de l'abondance ? L'inflation se traduisait hier par des porte-monnaie

pleins devant des magasins vides. Aujourd'hui les entreprises se plaignent de ne travailler qu'à 60 ou 70 % de leur capacité — non parce que les moyens de produire n'existent pas mais parce que les clients font défaut. Il y a manifestement quelque chose de pourri dans un système qui en arrive à freiner la production pour réduire l'inflation. Cela, au moment même où l'on proclame que nous vivons au-dessus de nos possibilités.

Il n'est pas surprenant que nos contemporains soient déboussolés dans ce tissu d'incohérences. Mais si les réalités présentes sont au rebours de celles du passé, n'est-ce pas parce que l'économie a changé de signe en franchissant un certain seuil sous la contrainte du progrès technique (tout comme en mathématique le signe — remplace brusquement le signe + au delà de l'axe des abscisses) ?

Partout, en effet, où les rapports antérieurs entre l'offre possible et la demande solvable tendent à s'inverser, les conséquences de la loi classique ne peuvent que s'inverser aussi. Le profit qui était un stimulant et un facteur de baisse des prix au temps de la rareté, devient aussitôt une prime au malthusianisme économique, au trust ou aux monopoles. Et pour trouver des débouchés générateurs de profits et d'emplois, l'économie, de son côté, doit secréter ces anticorps que sont les armements, la bureaucratie, la pornographie et mille parasitismes... tandis qu'en face, une masse de besoins primaires mais insolvables restent inassouvis.

Nous vivons une révolution à 3 dimensions qui dévalorise les frontières, permet de produire de plus en plus avec de moins en moins de main-d'œuvre et déconcentre les moyens de production. Bon gré, mal gré, nous devons prendre conscience de ces contingences nouvelles afin d'adapter notre appareil économique à ce gigantesque bouleversement.

La tâche est d'autant plus urgente qu'en la négligeant nous laisserions le champ libre aux sophistes et aux mauvais bergers qui perçoivent une partie du problème mais qui, pour le résoudre, n'ont trouvé d'autre solution que d'encaserner tout le monde. Ce qui serait un autre contre-sens à l'heure où la miniaturisation des outillages incite chacun à revendiquer quelque forme d'autogestion.

L'automatisation, il est vrai, conduit à rémunérer l'homme plutôt qu'à payer le produit. De même, la lutte contre l'inflation exige qu'une véritable répartition se substitue à un échangisme anarchique : c'est-à-dire que nous formions désormais nos prix avec des revenus prédéterminés. Mais il n'est pas moins essentiel d'assortir ce partage des revenus et du travail, du partage des pouvoirs, grâce à un fédéralisme de corps intermédiaires évacuant tout totalitarisme de gauche ou de droite.

C'est dans la ligne de ces considérations issues de nos assises, que le « Front Social » a été invité à œuvrer, et il entend le faire en toute indépendance.

Ceux que ces études et cette action intéressent sont invités à écrire le plus tôt possible à la Commission « FRONT SOCIAL » du R.U.C., 43, rue Saint-Georges, 75009 PARIS.

(M. Gaston PUEL, membre du Comité de Direction du R.U.C., a été désigné pour animer cette Commission).

FILM

Devant l'importance des comptes rendus sténographiés des réunions préparatoires du film sur une société distributive future, il ne nous est pas possible de les publier in-extenso dans « La Grande Relève ». Les abonnés et lecteurs que cela intéresse pourront les obtenir en les demandant directement à notre camarade

Elie Pizzoli
12, rue Perdonnet, 75010 PARIS.

Quelques timbres pour frais d'envoi seront les bienvenus.

RENCONTRES

Aix-en-Provence

Gérard ANTHOMÉ
Sacogiva Bât. D 16
Square Paul Eluard Z.U.P.
13100 Aix-en-Provence
tél. : (91) 26-64-17 (personnel)
(91) 23-41-81 p. 530 (travail)

désire prendre contact avec les personnes habitant Aix ou sa région afin d'étudier avec elles comment pourrait être organisée et coordonnée la propagande au niveau local. Il se propose en outre et dans ce même but de prêter à tous ceux qui lui en feront la demande les nombreux livres dont il dispose, à savoir tous les ouvrages de J. Duboin, plus d'autres du chanoine Monin, Laudrain, Dieudonné, Thuillier, Lafont, Reybaud, Rodrigues, Tassigny, Guerrin, Laplanche, Pilon, Gugenheim, Perruche, Gueydon, Barillon, François, etc., dont la liste est disponible au journal.

LA LIBRE PENSEE GIRONDINE
organise 2 journées d'information.

—★—

Notre ami Gaston PUEL y exposera
les thèses du M.F.A.

—★—

Pour tous renseignements, s'adresser à
Michel BERT, Résidence Bérénice, Appt I 230
33400 TALENCE II
ou téléphoner 91-10-76 (16-56)
aux heures d'ouvertures

COURRIER DES LECTEURS

Paris, le 12 décembre 1976

Je suis, bien sûr, acquis aux idées de Jacques Duboin...

Bon courage pour continuer... Certes, l'état actuel de la Science et de la Technique permettent largement de donner le bien-être matériel à tous les hommes. Les obstacles ne sont pas d'ordre scientifique et technique, mais d'ordre psychologique et social. Mais voyant l'évolution de l'espèce humaine, je ne suis, hélas, pas optimiste. Freud reconnaît dans l'âme des hommes la pulsion de vie (EROS), mais il y décèle aussi la pulsion de mort et de destruction (THANATOS), et la science est mise au service de l'une et de l'autre. Laquelle l'emportera ? Alors que le Tiers-Monde est, en ce qui concerne 750 millions d'êtres humains et leurs enfants, dans une situation désastreuse, à la conférence de Paris, les nations industrialisées refusent de faire la moindre concession en faveur d'un nouvel ordre économique international, en même temps que les Nations de l'O.T.A.N. et la France décident d'intensifier leur armature militaire ! Et pourtant les avertissements ne manquent pas. Personne ne les écoute.

Mais que parmi les milliards d'humanités qui vivent l'aventure de la vie dans le grand univers, l'humanité terrestre se détruise, qu'importe au créateur !

Alfred KASTLER

Grenoble, le 5 décembre 1976.

...Je ne place justement pas ma confiance chez les gauchistes parce que j'estime que la révolution est un acte qu'il faut préparer sérieusement pour le réussir et ne pas être une simple expérience pour s'amuser (aux dépens d'autrui généralement).

Pour cela il faut constamment lutter contre tout ce qui peut détruire la santé du corps et de l'esprit...

Encore une fois, je suis heureux de la reprise en mains du M.F.A. par le bureau élu régulièrement le 7 novembre dernier.

A.T.

La Chapelle St Sépulcre
le 20 décembre 1976.

...Pour Han Suyin avec laquelle j'ai été en relation, je ne crois pas qu'elle se trompe quand elle fait confiance à son pays où peut-être le peuple se guérira de l'Egoïsme Mondial.

L.D.

St-Mandrier, le 21 décembre 1976.

...On m'a communiqué ces temps-ci un journal intéressant, « Socialisme Mondial », paraissant à Québec, et je voudrais vous en dire quelques mots à toutes fins utiles, au cas où vous ne le connaîtriez pas. La G.R. a souvent mentionné le Parti Créditiste, mais il s'agit ici du « Parti Socialiste du Canada », qui lui aussi défend des idées quelque peu analogues aux nôtres.

L'objectif du parti est défini de la façon suivante : « L'établissement d'un système de société basé sur la propriété collective et le contrôle démocratique des moyens et instruments de production et de distribution par et dans l'intérêt de la communauté entière ». En soulignant la nécessité d'un contrôle démocratique, cette définition exclut d'emblée toute conception totalitaire du socialisme. A part cela, elle peut paraître insuffisante. Mais voici qui est mieux : « Le socialisme (ou le communisme, les deux mots ont la même signification) est un système mondial sans classes, sans argent, sans Etat(s), sans salaires, etc..., dans lequel on produit pour la seule satisfaction des besoins humains et on distribue selon le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », c'est-à-dire gratuitement. »

A propos d'un livre de Maximilien Rubel, « Marx Critique du Marxisme » (Paris, Payot 1974), le journal écrit ceci : « (Rubel) a compris avec clarté que Marx soutenait une société mondiale dans laquelle seraient abolis le salariat, l'Etat et l'Argent. En bref, par « socialisme » il fait référence au même concept que nous ».

Et, toujours à propos de Rubel : « Il y a, après tout, peu d'autres qui sont d'accord avec nous à propos et de la nature du socialisme en tant que société sans argent, sans salariat et du caractère essentiellement capitaliste de la révolution russe ».

Sept partis sont définis comme « partis compagnons du Socialisme Mondial ». Il existe, généralement sous le nom de « parti socialiste » ou de « parti socialiste mondial », en Autriche, Australie, Canada, Grande-Bretagne, Nouvelle Zélande, Irlande et U.S.A.

Le « Parti Socialiste du Canada » a pour adresse : P.O.B. 4280, St A, Victoria, B.C. V 8X 3X8

et « Socialisme Mondial » (Journal international publié par le P.S. du Canada) : Case postale 244, Point-aux-Trembles, Québec, Canada H 1 B 5 K 3.

P.H.

Cherbourg, le 12 décembre 1976.

Bien des noms de rédacteurs avaient disparu des pages du journal depuis quelques années, je les croyais décédés ou ayant abandonné le mouvement ; il en est certainement, mais après ces événements de l'été dernier les voilà qui réapparaissent amenant avec eux tout leur poids, leur virulence, leur prudence aussi, et surtout leur amour de l'homme. A cause de ces faits, par la pensée, me voilà redevenu jeune.

J.G.

Nice, le 8 décembre 1976.

Les adhérents du M.F.A.S.D. sont disséminés sur tout le territoire de la France. Il leur faut un lien pour s'exprimer, confronter leurs suggestions et les faire mûrir avant d'en débattre en Congrès. Ce lien ne peut pas être « La Grande Relève » qui doit demeurer un organe de propagande à usage externe.

C'est pourquoi un bulletin intérieur, décentralisateur s'impose, ne serait-ce que pour permettre à toutes les idées de s'exprimer librement.

Tel qu'il est notre Mouvement peut être considéré comme un microcosme de la pensée universelle. Aucune de ses voix ne doit être étouffée si nous voulons non seulement conserver nos effectifs, mais surtout les accroître.

Jean Carlesse

N.D.L.R. — A partir de ce numéro, un supplément est diffusé aux adhérents. Il servira désormais de bulletin intérieur au M.F.A.S.D.

Baigts, le 23 décembre 1976.

...« Suis satisfait du maintien de « La Grande Relève ». Sous forme feuilleton ou autre, le principal de l'œuvre de notre cher disparu devrait s'y insérer : les uns seraient enchantés et les autres feraient une exaltante découverte. Ce n'est qu'avec vue sur le passé qu'on peut mieux voir le présent et deviner l'avenir. Pour démontrer les iniquités présentes, trois précisions suffisent : « Tout a été essayé, tout a échoué, c'est le système qu'il faut changer ».

G.L.

Ste Foy les Lyon,
le 20 décembre 1976.

...Suite à mon adhésion au M.F.A. en 1946, j'ai participé à de nombreuses réunions d'information dans le département de la Somme avec un camarade du Mouvement. Son identité alors était : Pierre Poutet, 141, rue Mahieu, à Saint-Maur. J'ai perdu de vue ce camarade. S'il était encore adhérent au Mouvement dans la région parisienne, je serais heureux d'entrer en contact avec lui. Vous est-il possible de me renseigner ?

J.Z.

EXPERTS MONÉTAIRES ET ÉCONOMIE

Quelle pitoyable pitrerie
Que ces réunions d'experts
Sur notre système monétaire.
Quel mensonge, quelle effronterie.

Crise, reprise et de nouveau crise
Voilà la savante économie
Qui, depuis nombre de décennies
Nous entretient de balourdises.

Comment donc qualifier de science
Notre économie politique
Economie oligarchique
Sans aucun contrôle de conscience.

Pauvres économistes bourrichons
Qui « étudient » les relations
« Production et consommation »
Sans en trouver la solution.

Economistes téléguidés
Pour les besoins du capital
Ferez-vous l'effort cérébral
Pour bien comprendre la vérité ?

Vite que chacun de vous étudie
Une économie de raison
Pour répandre dans toutes directions
L'Economie Distributive.

Albert CHANTRAINE

QUE DIRAIT-ON ?

Si un ingénieur dessinait une machine dont les pièces seraient exécutées à l'aide d'une unité de mesure différente pour chacune ?

La machine ne pourrait être construite.

Si les citoyens avaient des chronos donnant chacun une heure de durée différente ?

Les rendez-vous seraient impossibles.

Cependant...

On utilise des unités différentes de monnaie dans chaque Nation.

Vous comprendrez pourquoi l'on n'arrive pas à trouver une entente internationale, pour un Marché vraiment commun.

Raymond DOREAU

NDLR. — Le pire est que ces unités sont VARIABLES !

A BAS LES IMPOTS

par Jean CARLESSE

La presse se fait l'écho d'une nouvelle épidémie de suicides qui s'abat sur les commerçants menacés de contrôles fiscaux.

Ne se suicident évidemment que les faibles, ceux qui ne sont pas assez cuirassés pour résister aux sanctions ou se défendre à armes égales contre des spécialistes de la finance, des scrutateurs avertis des questions comptables et du code des impôts.

Les avis sont partagés. Les uns prennent le parti des contrôleurs et estiment les contrôles nécessaires pour lutter contre la fraude, les autres prétendent s'opposer à ces contrôles qu'ils trouvent inhumains.

Personne ne met en cause la légitimité de l'impôt lui-même mais sa forme actuelle, la plus pernicieuse qui soit et la plus sournoise : la forme déclarative.

C'est, sous cette forme, un affreux piège à nigauds, une chausse-trappe ignoble, une incitation pernicieuse à la fraude dans le but évident d'arrondir les recettes budgétaires sur le dos des naïfs en difficultés financières perdant la tête dans le maquis inextricable des lois, décrets et règlements draconiens que seuls les malins et les puissants peuvent déjouer grâce au concours onéreux de leurs conseillers fiscaux.

Comme la souris alléchée par le beau morceau de fromage qui déclanchera le piège meurtrier, les commerçants, en butte à la mévente, aux rentrées d'argent difficiles, aux intérêts bancaires exorbitants, aux charges écrasantes assorties de coûteuses pénalités de retard, guettés par la faillite et le chômage, sont quelquefois tentés de retarder l'échéance de l'impôt par des déclarations fantaisistes. Ce faux pas, ils le payent chèrement lorsqu'ils sont contrôlés au point de se sentir acculés à la misère la plus noire. Certains préfèrent alors se supprimer plutôt que d'endurer un calvaire qu'ils connaissent peut-être déjà et dont ils se sont crus un moment délivrés.

Il faut absolument mettre un terme à cette guerre froide à retardement et la seule issue humaine c'est de supprimer les impôts sous la forme déclarative.

Cette suppression, seule l'économie distributive peut la réaliser.

ABONNEMENT A « LA GRANDE RELEVE »

C'est uniquement au Compte Chèque Postal LA GRANDE RELEVE - n° 13402.39 PARIS que devront être versés les abonnements et les dons pour la souscription permanente « Pour que vive « La Grande Relève ».

Tarif des abonnements annuels

France	**30,00 F**
Etranger	**35,00 F**
Abonnement de soutien	**55,00 F**

Tout changement d'adresse doit être accompagné de la somme de 2,50 F et d'une bande d'abonnement.

Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVE
88, boulevard Carnot, 78110 LE VESINET

POUR QUE VIVE « LA GRANDE RELÈVE »

• Général LASSERRE, Paris-15e, 500 — NAHOUM, Ste Lucie de Porto Vecchio (Corse), 20 — Alfred PLENIER, Nantes, 10 — Serge WOJCIESZKO, Sin le Noble, 40 — Louis JULES, Nanterre, 20 — Gabriel ENGLINGER, Fresnay sur Sarthe, 100 — Maurice BAUCHET, Vatan, 50 — Ernest FERLET, Valence, 20 — Félix LEVY, Paris-8e, 10 — Jean LEBLAN, Vincennes, 100 — César LACROIX, Sevran, 25 — Ugo CERNUSCHI, Besançon, 30 — OCHSENHEIM, Villers les Nancy, 20 — Pierre DEFRANCE, Troyes, 70 — Alexandre CALAS, Nice, 20 — Jack LEGROS, Auxerre, 90 — Mme Germaine WEBER, Deols, 30 — Albert ESSELIN, Goussainville, 70 — Marcel ROUSSEAU, Juan les Pins, 70 — BENE, Paris-9e, 20 — MOUSSION, Marseille, 20 — Jean MANETTI, Marseille, 20 — René MARLIN, Boulogne, 20 — Bernard TOSTIVINT, Guichen, 20 — Raymond LEROY, Amboise, 200 — Jean FRIGOUT, Houilles, 70 — Albert HODGES, Verrières le Buisson, 70 — ANONYME, Douai, 50 — Mme Germaine CAMURATTI, Aix en Provence, 20 — Mme Gabrielle DE BUCK, Lille, 20 — Serge BEHR, Chelles, 70 — André ROBIN, Igny, 20 — Jean GOUJARD, St Jean de Boiseau, 17,50 — André RICHARD, Nantes, 20 — Yves CADIOU, Nantes, 55 — Louis FOURET, Ménétréol sur Sauldre, 25 — Elie PIZZOLI, Paris-10e, 20 — Tony ORMIERES, Suresnes, 70 — André SAGET, Flogny la Chapelle, 20 — QUICROIT, Chessy les Prés, 10 — Emile LABORDE, Corbigny, 20 — Maurice CANETTO, Marseille, 20 — GUILLOT, Vence, 50 — Raphaël PONS-LEYCHART, Massat, 300 — Georges GROLET, Cambo les Bains, 20 — André AUBIN, Troyes, 5 — Georges VETTARD, Argenteuil, 70 — Marcel HUBERT, Poilly sur Tholon, 70 — Georges HARDY, Le Puy, 120 — Aimé BUTRUILLE, Auby, 20 — Mme REYNIER, Montgeron, 20 — Maurice LIGNON, Silly la Poterie, 70 — Roland BRUGUIERES, Ajaccio, 30 — René JUBERT, Taverny, 30 — Daniel GEOFFROY, Paris-9e, 20 — DEIRO, Paris-15e, 20 — Robert CAHSSEIGNE, Fontaine Fourche, 5 — Marcel GAMET, La Ciotat, 70 — Florent GAMET, La Ciotat, 70 — Mme Gabrielle PRACH, Andorre la Vieille, 60 — DE JANS, Lys les Lannois, 70 — Emile MATHIEU, Marseille, 20 — Joseph PASCAL, Pourrières, 40 — Mme BERGER, Etampes, 30 — André GEOFFROY, St Aygulf, 170 — Marc BURLET, Voreppe, 70 — Roger BOULANGÉ, La Varenne, 20 — Henri MOULINIER, Cormeilles en Vexin, 220 — Gérard COMTE, Bastia, 20 — Jean VALAT, Paris-18e, 5 — Antoine ESCUDIER, Narbonne, 70 — Georges PEYRAT, Peymeinade, 20 — Jules SAVE, Neuvy St Sépulcre, 20 — Louis CLEMENCEY, Le Creusot, 40 — Jules RENON, Champagne sur Seine, 300 — KOBLOTH-DECROIX, Maisons Alfort, 250 — Georges STEYDLÉ, Le Plessis Robinson, 200 — P. et M. BUGUET, Paris-18e, 200 — Mario GABBANI, Paris-17e, 10 — LANTUEJOUL, Montreuil, 10 — René THUILLIER, Nice, 50 — Marcel LHERMINEZ, Lille, 20 — André DEVIC, Albi, 70 — Aimé BOSSET, Paris-4e, 50 — Pierre DUBAL, St Aubin des Jonchets, 100 — Elysée REYBAUD, Marseille, 100 — Jacques DELIGNAC, Talence, 25.

TOTAL : 5 302,50 F. MERCI A TOUS.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR JACQUES DUBOIN

épuisés :

1923	REFLEXIONS D'UN FRANÇAIS MOYEN.
1925	LA STABILISATION DU FRANC.
1931	NOUS FAISONS FAUSSE ROUTE.
1932	LA GRANDE RELEVE DES HOMMES PAR LA MACHINE.
1934	CE QU'ON APPELLE LA CRISE.
1934	LA GRANDE REVOLUTION QUI VIENT.
1935	KOU L'AHURI.
1935	EN ROUTE VERS L'ABONDANCE.
1937	LETTRE A TOUT LE MONDE.
1938	EGALITE ECONOMIQUE.
1947	LES HOMMES SONT-ILS NATURELLEMENT MECHANTS ?
1948	L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE ET LE PECHE ORIGINEL.
1950	L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE S'IMPOSE.
1951	L'ECONOMIE POLITIQUE DE L'ABONDANCE.
1955	LES YEUX OUVERTS.

encore disponibles :

1937	LIBERATION.
1940	DEMAIN OU LE SOCIALISME DE L'ABONDANCE
1944	RARETE ET ABONDANCE.
1946	L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE DE L'ABONDANCE (réponse aux objections).
	POURQUOI MANQUONS-NOUS DE CREDITS ?

• Mme Euvrard, veuve Dubòin, vous enverra ces livres encore disponibles sur demande adressée 88, bd Carnot, 78110 Le Vésinet, accompagnée des seuls frais d'envoi (environ 5 F par volume).

Elle vous remercie, en retour, de contribuer à la souscription « Pour que vive " La Grande Relève " ».

Qu'est-ce que «LA GRANDE RELEVE»?

La « Grande Relève des Hommes par la Science » fut fondée en 1935 par Jacques DUBOIN pour diffuser ses idées sur l'économie. Les nations industrialisées comptaient alors plus de 33 millions de chômeurs secourus ; au même moment, les marchés, les magasins et les entrepôts regorgeaient de denrées alimentaires et de marchandises de tous genres qu'il était impossible de vendre avec bénéfice.

Pour donner du travail aux chômeurs, les Gouvernements passèrent de fortes commandes d'armements. En même temps, ils achetèrent — aux frais des contribuables — les excédents agricoles pour arrêter la baisse des prix. Ils stockèrent ainsi, chaque année, d'énormes quantités de céréales, de lait, de beurre, de vin, de viande, de riz, de pommes de terre, etc., dont une partie était exportée à vil prix ou simplement détruite. Tous les prix ne cessèrent de monter ainsi que les impôts. La seconde guerre mondiale mit provisoirement fin à la crise des années 30 qu'il avait été impossible de résorber.

La « Grande Relève » dénonça cette lutte absurde contre une prétendue « surproduction », alors que l'abondance faisait sa première apparition dans le monde.

Pendant la guerre et l'occupation, la « Grande Relève » cessa de paraître : la pénurie avait mis fin à la mévente. Mais la « Grande Relève », dès la Libération, affirma que, malgré les ruines accumulées, l'Abondance tarderait bien peu à ressusciter.

En effet ,on se plaint bientôt à la fois de la mévente et de récoltes « excédentaires ». Les Gouvernements « assainissent » à nouveau les marchés et stockent d'énormes quantités de denrées alimentaires. Les magasins regorgent de marchandises que les industriels fabriqueraient en plus grandes quantités si l'on pouvait les vendre. La production des armements est encore plus intensive qu'autrefois, mais ils sont plus meurtriers et toujours plus coûteux. Prix et impôts n'ont pas cessé d'augmenter aussi bien sous la Quatrième République que sous la Cinquième. Une troisième guerre mondiale, nucléaire cette fois, va-t-elle éclater ?

La Grande Relève observe :

1°) Que l'abondance est l'heureuse conséquence des prodigieux progrès techniques du XX• siècle. Des machines puissantes, actionnées par des énergies prises dans la nature, remplacent toujours plus de travail humain. Il suffit de réfléchir une minute pour comprendre qu'il y a là une contradiction tragique, dès l'instant que le travail, avec le gain qu'il procure, est souvent le seul moyen d'obtenir les produits nécessaires à la vie ;

2°) Que grâce à ces progrès techniques, les hommes font la conquête des loisirs qui sont un grand bienfait de la civilisation ;

3°) Que si l'on détruisait les machines, comme quelques étourneaux le proposent encore, les neuf dixièmes de la population seraient condamnés à mourir de faim et de froid ;

4°) Que la production des richesses tend à devenir toujours plus automatique : des produits s'accumulent en même temps que les campagnes se désertent et que les usines se dépeuplent. Des travailleurs sont licenciés, d'autres ne travaillent que quelques jours par semaine ; beaucoup de jeunes gens ne trouvent pas d'embauche, et le travailleur qui, à 40 ans, perd son emploi, est dans la quasi-impossibilité d'en découvrir un autre : on le trouve trop vieux...

5°) Qu'en conséquence, le pouvoir d'achat de la grande majorité des consommateurs est en baisse, **mais, qui ne peut acheter ruine qui ne peut vendre.** Le retard dans la construction des logements tient à l'impossibilité pour beaucoup de locataires de payer un loyer assez élevé pour que la construction soit « rentable », et de nombreux propriétaires n'ont même plus les moyens d'entretenir leurs immeubles dont beaucoup risquent de s'effondrer.

6°) Que promettre de créer les emplois dont les hommes ont besoin pour vivre est une énorme absurdité. On n'a jamais créé que ceux que réclament la production et la distribution, et le progrès consiste à en supprimer le plus possible. L'Etat ne crée que ceux dont les services publics ont besoin, car les autres seraient des sinécures. Au reste, qu'est-ce qu'il importe à un pays de posséder : des produits ou des emplois ? Evidemment des produits : en conséquence, ce n'est pas le plein emploi des hommes qu'il faut réaliser, c'est le plein emploi des machines.

7°) Que, pendant la guerre, on détruit à la fois les travailleurs et les produits : pour faire le mal, on n'a jamais trop de soldats, ni trop de bombes, **et l'on ne manque jamais d'argent.**

La Grande Relève prouve :

1°) Que tant que l'on maintiendra le régime actuel des salaires-prix-profits, les désordres sociaux continueront de s'aggraver et l'on assistera au spectacle scandaleux de la misère dans l'abondance. On rêvera d'exporter les « excédents » de produits, sans réfléchir que les Américains, les Anglais, les Allemands, les Italiens, les Belges, etc., rêvent aussi d'exporter les leurs : aurait-on déjà oublié le cri de Hitler : **Exporter ou mourir !**

2°) Que les prix et les impôts ne cesseront jamais de hausser, ni la monnaie de se déprécier.

3°) Que la confusion, le mécontentement, la décadence gagneront tous les milieux sociaux. Hantés par leurs difficultés matérielles dues le plus souvent au manque d'argent, beaucoup de Français ont peur de l'avenir. **Or, ils n'ont jamais disposé d'autant de possibilités physiques pour assurer le bien-être et la sécurité dans tous les foyers !**

ELLE INDIQUE LA SOLUTION

C est : L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

APPELEE ENCORE L'ECONOMIE DES BESOINS
ELLE REPOSE SUR LE PRINCIPE QUE TOUT CE QUI EST UTILE ET MATERIELLEMENT POSSIBLE DOIT ETRE REALISE

La production des richesses est « planifiée », ce qui consiste à orchestrer les efforts : ceux qui sont inutiles disparaissent et ceux qui sont utiles sont coordonnés en vue du plus grand rendement obtenu avec le minimum de peine.

Cette planification est confiée aux techniciens dont c'est le métier : ils obéissent aux directives du gouvernement, lequel est sous le contrôle des représentants de la Nation. L'économie distributive ne fait disparaître aucun de nos **droits politiques,** mais elle les complète des **droits économiques de l'homme** sans lesquels ils n'ont plus de sens aujourd'hui, car, **pour vivre « libre », il faut avoir de quoi « vivre » !**

Le travail devient « Service Social »

Le travail nécessaire pour assurer les services publics et la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'outillage, son extension et son perfectionnement) revêt la forme d'un Service Social accompli par roulement, comme aujourd'hui le service militaire. Personne ne peut s'y soustraire à moins d'être infirme ou idiot.

Au lieu de réduire la journée de travail, ce qui entraînerait souvent la réduction de la journée de travail des machines, c'est la carrière active du travailleur qui diminue à mesure que les techniques font de nouveaux progrès. La carrière active commence beaucoup plus tard, ce qui permet de prolonger la scolarité et l'éducation de la jeunesse : la carrière active se termine beaucoup plus tôt, pour que chacun puisse bénéficier de bienfaisants loisirs permettant à chacun de se livrer à l'occupation de son choix, délivré de l'angoissant problème du pain quotidien.

La durée du Service Social varie selon la nature des tâches à accomplir. Elle diminue jusqu'à ce que tous les jeunes aient un emploi.

La distribution est assurée par le « Revenu Social »

Les citoyens des deux sexes ont droit chacun, leur vie durant, à un **Revenu Social** représentant leur part d'usufruit dans le gigantesque patrimoine culturel accumulé par les générations dont ils sont les héritiers. Toutes les découvertes scientifiques et leurs applications techniques sont en effet l'œuvre collective d'innombrables travailleurs et chercheurs, tacitement associés pour l'amélioration continue de la condition humaine.

Le **Revenu Social** est payé par l'Etat en « monnaie de consommation » qui peut être le franc actuel à condition de n'être plus thésaurisable. Cette monnaie ne sert ainsi qu'une fois, son rôle étant de faire passer la production des biens à la consommation. A remarquer que notre franc est déjà « monnaie de consommation » pour les millions de Français qui n'ont pas les moyens d'épargner : en économie distributive, l'épargne devient inutile, le Revenu Social étant versé jusqu'à la mort du bénéficiaire, devenu rentier viager.

Le **Revenu Social** donne aux consommateurs les moyens de choisir librement les produits et les services qu'ils désirent, car ils ne leur sont pas imposés. Au contraire, la manière dont ils dépensent leur Revenu Social constitue un référendum permanent signalant les correctifs dont la planification a besoin ; un peu comme l'analyse des billets vendus aux voyageurs permet à la S.N.C.F. de modifier les horaires et de répartir le matériel roulant.

Le **Revenu Social** est déterminé chaque année en fonction de la production des biens de consommation et des services. Plus ils grandissent, plus le **Revenu Social** augmente.

Le **Revenu Social** apporte à la femme sa libération complète, aucune loi naturelle ne la condamnant à dépendre économiquement de l'homme.

Grâce au **Revenu Social,** l'homme, débarrassé des soucis matériels de l'existence, a le moyen de cultiver son esprit et **l'avenir des siens étant assuré,** il peut mourir en paix.

Observations :

1°) L'Economie distributive est l'aboutissement logique de l'économie dite des **salaires-prix-profits** qui repose sur les échanges. Mais à une production de masse ne peut correspondre qu'une consommation de masse, laquelle exige la distribution.

Le **Revenu Social** est timidement amorcé, puisque des millions de Français reçoivent déjà, à des titres divers (allocations chômage, familiales, vieillesse, etc), des sommes pour lesquelles ils ne fournissent pas de travail ; le gouvernement, sous le nom de Plan, tente une ébauche de planification : le franc, comme toutes les monnaies du monde, n'a plus aucune valeur intrinsèque : il n'a que la valeur des biens et des services qu'il permet d'acquérir.

Mais le pouvoir d'achat distribué n'est pas encore calculé sur la production des biens de consommation et des services, c'est-à-dire à la fois sur le travail des hommes et sur celui des machines.

C'est conserver les usages de l'économie artisanale, autrement dit les rênes et le fouet pour conduire un véhicule dont le cheval s'est transformé en moteur toujours plus puissant.

2°) Toutes les critiques adressées à l'économie distributive émanent de gens incapables d'expliquer en quoi elle consiste. Ils prétendent que ce serait un régime totalitaire, celui de l'encasernement, du « bon de pain » et même de l'asservissement à quelque tyran particulièrement malfaisant.

La réponse est facile : **une tyrannie ne peut s'exercer que sur des masses pauvres et incultes ; jamais un dictateur n'asservira des hommes instruits, jouissant du bien-être matériel et vivant sans aucun souci du lendemain.**

Ceux à qui l'Economie Distributive ne plaît pas sont libres d'en imaginer une autre.

Jacques DUBOIN

La directrice : M.-L. DUBOIN. Imp. Gaschet, Paris N° Commission Paritaire : 57 434